

THINK TANK · EXPERTISE TRANSVERSALE

Octobre 2026

Minéraux critiques en Afrique : sortir de l'extraction, entrer dans la puissance industrielle



Harouna Niang
Économiste, ancien ministre malien

Lithium, cuivre, cobalt : la transition énergétique ouvre une fenêtre historique à l'Afrique. Harouna Niang propose trois piliers pour capter la valeur : gouvernance, infrastructures, transformation.

L'Afrique ne manque ni de ressources ni d'opportunités. Elle manque surtout de transformation structurelle. Aujourd'hui, avec la montée en puissance de la transition énergétique mondiale, une nouvelle fenêtre historique s'ouvre devant les pays africains riches en minerais critiques : cuivre, lithium, cobalt, nickel, manganèse, graphite. Ces minerais sont devenus indispensables aux batteries, aux véhicules électriques, aux réseaux électriques, aux panneaux solaires et aux technologies numériques. La demande mondiale **pourrait doubler d'ici 2040**. Pour l'Afrique, la question n'est donc plus de savoir si ses ressources ont de la valeur. Elle est de savoir si cette valeur sera captée en Afrique, ou encore une fois exportée ailleurs.

Le message principal qui ressort des nouvelles orientations soutenues par la Banque mondiale est simple : les pays riches en ressources ne doivent plus se contenter d'extraire. Ils doivent gouverner, transformer, industrialiser et sécuriser les retombées sociales de l'exploitation minière. L'enjeu n'est pas seulement minier. Il est budgétaire, énergétique, industriel, technologique et géopolitique.

Pendant trop longtemps, l'économie extractive a fonctionné selon un schéma connu : l'Afrique fournit les minerais bruts, les autres transforment, innovent, industrialisent et captent l'essentiel des emplois qualifiés et de la valeur ajoutée. Ce modèle a montré ses limites. Il crée peu d'emplois durables, expose les pays à la volatilité des cours internationaux et fragilise les finances publiques. Il entretient aussi une dépendance technologique profonde.

Il devient donc urgent d'adopter une nouvelle doctrine africaine des ressources naturelles. Cette doctrine doit reposer sur trois piliers.

Le premier pilier est la gouvernance. Il faut des règles claires, stables, lisibles et appliquées. Il faut aussi des administrations techniques fortes, capables de négocier des conventions équilibrées, de contrôler les prix de transfert, de surveiller les engagements environnementaux et sociaux, et de défendre les intérêts nationaux dans la durée. Sans gouvernance forte, les ressources nourrissent trop souvent les déséquilibres au lieu de financer le développement.

Le deuxième pilier est l'infrastructure. Une mine n'a de sens économique durable que si elle s'insère dans un écosystème plus large : énergie, eau, routes, chemin de fer, logistique, ports secs, télécommunications, formation technique. L'erreur classique consiste à développer des infrastructures uniquement au service du site extractif. La bonne approche consiste au contraire à promouvoir des infrastructures partagées, capables de servir à la fois la mine, les populations, l'agriculture, les PME et l'industrie. C'est ainsi que l'activité minière devient un levier d'aménagement du territoire.

Le troisième pilier est la montée dans la chaîne de valeur. L'Afrique ne gagnera pas la bataille du développement en exportant seulement de la roche, du concentré ou des matières à peine préparées. Elle doit s'organiser pour faire davantage : raffinage, précurseurs chimiques, composants, matériaux intermédiaires, voire produits finis lorsqu'un avantage compétitif existe. Tous les pays ne pourront pas tout faire immédiatement. Mais chaque pays peut choisir un ou plusieurs maillons stratégiques à conquérir.

L'exemple de la Mauritanie est instructif. Ce pays, grâce à la combinaison de ses ressources minières, de son potentiel solaire et éolien, et de ses ambitions sur l'hydrogène vert, cherche à se positionner non plus seulement comme exportateur de minerais, mais comme futur pôle industriel énergétique et minier. Ce raisonnement mérite d'être médité ailleurs sur le continent. Car demain, la compétitivité minière dépendra de plus en plus du coût et de la propreté de l'énergie utilisée.

Pour le Mali et pour l'AES, la leçon est claire. Il faut relier la politique minière à la politique énergétique, à la politique industrielle et à la politique de formation. Le lithium malien ne doit pas être pensé uniquement comme une ressource à exporter, mais comme une porte d'entrée dans une industrie nouvelle. L'or ne doit pas rester seulement une source de recettes d'exportation, mais aussi devenir un levier pour améliorer le raffinage, les services miniers, la sous-traitance nationale, la formation et l'équipement industriel.

L’autre enseignement majeur est que l’exploitation artisanale et à petite échelle ne doit plus être regardée seulement sous l’angle sécuritaire ou informel. Avec un encadrement adapté, elle peut devenir un espace de formalisation, de revenus, de fiscalité locale, d’inclusion des femmes et de stabilisation sociale. Cela exige une approche sérieuse : statut légal, financement, traçabilité, appui technique, débouchés commerciaux encadrés.

L’Afrique ne doit pas entrer dans la transition énergétique comme simple réserve minérale du monde. Elle doit y entrer comme espace de production, de transformation, d’innovation et d’emplois. Cela suppose des choix politiques courageux, une vision de long terme et une coordination régionale plus ambitieuse. Sans cela, le continent risque de revivre, sous les habits de la transition verte, les vieux mécanismes d’extraversion économique.

> *Le moment est venu de transformer la richesse du sous-sol en puissance productive. C’est à cette condition que les ressources épuisables d’aujourd’hui deviendront la base d’une prospérité durable pour les générations futures.*

Alliance des Cadres et Experts Maliens — Think Tank
acem-mali.org · contact-info@acem-mali.org